



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction départementale des territoires des Deux-
Sèvres

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « BAC du SEVT et ZPS « Plaine d'Oiron-Thénezay »

Campagne 2015

Accueil du public de 9 h à 12 h et de 13 h 45 à 16 h 30 (15h30 le vendredi).

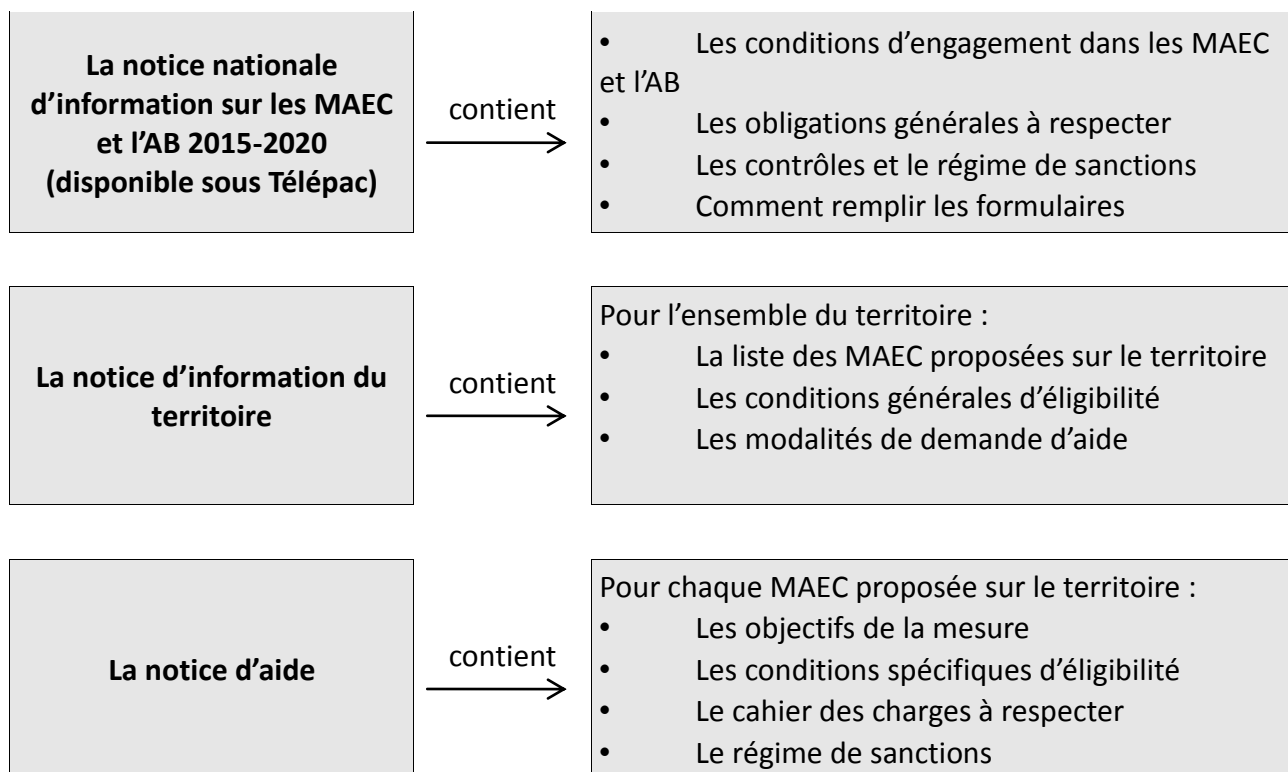
Correspondant MAEC de la DDT : M. SANTER Rémi

téléphone : 05 49 06 89 84

e mail : remi.santer@deux-sevres.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire «**BAC du SEVT et ZPS « Plaine d'Oiron-Thénezay »** au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac



Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDT

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « BAC du SEVT et ZPS « Plaine d'Oiron-Thénezay » »

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3).

Pour être éligible aux mesures système, 50% de la SAU de l'exploitation doit être contenu sur un ou plusieurs PAEC pour lesquels la mesure est ouverte, l'année du dépôt de la demande.

Le territoire du PAEC du Syndicat d'Eau du Val du Thouet (SEVT) regroupe différents périmètres qui se chevauchent :

- ✓ les quatre Bassins d'Alimentation des Captages (BAC) du SEVT
- ✓ la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Plaine d'Oiron-Thénezay »

Il se situe au nord-est du département des Deux-Sèvres et couvre une surface totale de 25 226 ha.

BAC du Pays Thouarsais :

L'appellation « BAC du Pays Thouarsais » désigne 3 BAC :

- **BAC de PAS DE JEU** : surface totale de 1 602 ha - 3 forages sur la commune de Pas de Jeu pour une production moyenne de 0,8 millions de m³/an.
- **BAC des LUTINEAUX** : surface totale de 2 661 ha - 3 forages sur la commune de Saint Jouin de Marnes pour une production moyenne de 1,7 millions de m³/an.
- **BAC de LIGAINÉ** : surface totale de 1 252 ha – 2 forages sur la commune de Taizé (propriété du Syndicat du Val de Loire) pour une production moyenne de 1 million de m³/an.

La superficie des 3 BAC s'étend sur environ 5 500 ha sur tout ou une partie du territoire de 12 communes dont 6 bourgs : Pas de Jeu, Oiron, St Léger de Montbrun, St Laon (86) et Ranton (86) pour le BAC de Pas de Jeu ; Taizé, Oiron, Irais et St Géhénoux pour le BAC de Ligainé ; St Jouin de Marnes, Marnes, Irais, Borcq sur Airvault et Moncontour (86) pour le BAC des Lutineaux. La population de ces communes est d'environ 9 000 habitants, dont 1 300 sur le territoire des BAC (données de 2007).

Ces captages disposent tous d'un arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les prélèvements d'eau des champs captant en date de 1978 (BAC de Ligainé) et 1982 (BAC de Pas de Jeu et des Lutineaux). A noter que la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du captage de Ligainé et la révision de ses périmètres sont en cours. Aussi, le BAC de Ligainé présenté dans ce dossier correspond au tracé du futur bassin d'alimentation, plus étendu que celui ayant cours actuellement.

L'eau brute captée par ces forages est traitée à l'usine de potabilisation des Coulées de Taizé. Elle alimente ensuite la ville de Thouars et ses environs pour un total de 8 600 abonnés (36 000 habitants).

BAC des sources de Seneuil :

Le bassin d'alimentation du captage des Sources de Seneuil s'étend sur les communes d'Assais-Jumeaux, Pressigny, Thénezay, La Ferrière en Parthenay, Oroux, Aubigny, Le Chillou, Saint-Loup-Lamairé, La Peyratte, Lhoumois et Gourgé. Sa surface représente 6 900 ha. La production est d'environ 1 millions de m³/an.

Le bassin présente un caractère exclusivement rural (bois, culture et prairies), il n'englobe que des secteurs urbanisés de faible extension, tels que des villages (Le Chillou, Lamairé, Aubigny et Oroux) et de nombreux hameaux.

L'évolution de la population sur ce territoire est en légère hausse (<1%) de 2007 à 2010. Pour 2010 elle est estimée à environ 2000 habitants.

Zone de Protection Spéciale Plaine d'Oiron-Thénezay :

La Zone de Protection Spéciale (ZPS) de la Plaine de Oiron-Thénezay occupe une surface de 16 000 ha et s'étend sur les communes de Brie, Doux, Marnes, Saint-Jouin-de-Marnes, Airvault, Assais-les-Jumeaux, Irais, Oiron, Thénezay.

Elle est dominée par le milieu agricole et en particulier par la culture céréalière. Quelques zones humides sont présentes dans le nord-est en lien avec la rivière « la Dive ». Des boisements sont présents au cœur de la zone (Bois de Douron et du Mai). L'habitat urbain est groupé en quelques petits bourgs et hameaux.

Les communes sont peu densément peuplées avec une moyenne d'environ 20 habitants au km² pour un total d'à peine 5000 habitants (2007). De 1990 à 1999, ces communes ont enregistré un déclin démographique d'environ 6,2 % en moyenne. Le vieillissement de la population est très marqué, au-dessus de la moyenne nationale (plus de 45% pour Marnes).

La population active est concentrée en périphérie de la ZPS. Airvault est le pôle économique principal de la zone. Les salariés du secteur industriel se concentrent sur Airvault et Irais. La dominante tertiaire concerne Oiron. Saint-Jouin-de-Marnes, Marnes et Thénezay, Brie, Doux et Assais-les-Jumeaux ont une dominante agricole.

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Les pratiques agricoles sur le territoire :

Le territoire du PAEC comporte différents paysages agricoles : on retrouve ainsi du nord au sud la plaine du Thouarsais, plus à vocation céréalière mais où sont quand même présents quelques élevages, puis à partir d'Airvault jusqu'à la limite sud à Thénezay, une zone plus bocagère où les parcelles sont de tailles plus réduites et souvent délimitées par des haies, et où l'élevage est plus représenté. En effet, sur la zone du BAC de Seneuil, près de 60% des exploitations possèdent un atelier élevage, notamment en vaches allaitantes.

On retrouve une forte activité agricole : la SAU occupe environ 70% de la surface du territoire (soit 17 525 ha). D'après les derniers diagnostics de territoire effectués dans le cadre des programmes Re-Sources (2012), la SAU reste stable à l'heure actuelle. On constate néanmoins depuis le début des années 2000 un recul du nombre des exploitations, et de fait, dans le même temps, une augmentation de la SAU par exploitation : une centaine d'hectares en moyenne sur le territoire. On compte environ 300 exploitations ayant au moins une parcelle sur le territoire du PAEC.

Pour l'assolement du territoire, toujours d'après ces diagnostics et des données sur la ZPS, on note une part importante des cultures d'hiver (colza / blé tendre / orge) avec une dominante du blé tendre ($\pm 35\%$) ; le tournesol est aussi bien présent sur l'ensemble du territoire. Comme décrit précédemment, on retrouve plus de prairies dans le secteur de Seneuil (25% environ) que dans la plaine de Thouarsais (entre 5 et 10%). On note aussi la présence de nombreuses autres cultures qui viennent diversifier l'assolement comme le lin, la féverole, le sorgho, le maïs sur certains secteurs et un faible pourcentage de luzerne (favorable à l'outarde). On constate tout de même une diminution des superficies fourragères : sur le secteur de la ZPS, et donc une partie des BAC du SEVT, en 2009, les couverts herbacés ne totalisent plus qu'environ 11% de la SAU dont environ 3% de la SAU en prairies permanentes. La luzerne, très appréciée des outardes, représente à peine 2% de la SAU.

Globalement, les agriculteurs du territoire ont pris conscience des enjeux de part les programmes de protection mis en place et de la réglementation. On peut notamment observer une amélioration du pilotage de la fertilisation azotée et une meilleure prise en compte des effluents organiques. Il n'en reste pas moins que les pratiques des exploitations sont hétérogènes de part leur typologie (céréalier ou éleveur), le contexte pédoclimatique de leurs terres (assolement possible, rotation,...), de leur technicité (modulation de doses, utilisation d'outil ou de techniques alternatives), et de leur implication dans les programmes comme Re-Sources.

Enjeu « biodiversité » :

Restauration de population (Objectif prioritaire du DOCOB)

L'objectif est la restauration d'une population d'Outarde canepetière autochtone viable. Il s'agit, pour 2016, de revenir à un effectif minimal de 50 mâles chanteurs, situation de 1996. D'autre part, les espaces favorables (luzerne, jachère,...) à l'espèce sont à reconquérir. Il faut au moins 10-15% de la SAU de la ZPS en surfaces enherbées et gérées de manière adaptée (Bretagnolle, V. & P. Inchausti (2005)).

Les outardes utilisent préférentiellement les parcelles où ont été mises en œuvre des MAEt. On doit considérer l'ensemble des milieux au sein de la ZPS, comme l'unité de gestion nécessaire pour la conservation de cette population d'outardes. De plus, une attention particulière doit être accordée aux sites de rassemblements postnuptiaux tels que le site majeur de regroupement près de Thénézay.

Maintien de population (Objectif prioritaire du DOCOB)

Les busards cendrés et Saint-Martin, l'Œdicnème criard et le Pipit rousseline sont des espèces au statut très défavorable en Europe pour lesquelles la ZPS porte une forte responsabilité dans leur conservation à l'échelle régionale et nationale. Il convient donc d'opter, à minima, pour un objectif de maintien de leurs populations actuelles sur la ZPS.

Enjeu « eau-qualité » :

Des objectifs ont été fixés dans le cadre des contrats territoriaux Re-Sources. Ils concernent les paramètres nitrates et molécules phytosanitaires et leurs concentrations dans les eaux brutes des forages.

✓ Paramètre nitrates :

Pour le BAC des Sources de Seneuil, l'objectif est d'avoir une moyenne **inférieure à 40 mg/L d'ici 2018** et **un percentile 90 inférieur à 50 mg/L**.

Pour les BAC du Pays Thouarsais

Captages	Objectifs Contrat 2018
Pas de Jeu	Moyenne de qualité inférieure aux niveaux actuels F2 : 70 mg/L F3 : 65 mg/L F5 : 80 mg/L Pour infléchir progressivement la tendance
Lutineaux	Moyenne de qualité inférieure au niveau actuel : 75 mg/L Pour infléchir progressivement la tendance
Ligaine	Pas de pics au-delà des 80 mg/L

✓ Paramètre molécules phytosanitaires :

Pour, l'objectif est le même pour les quatre BAC à savoir :

- pour une molécule, la concentration devra être inférieure à 0,1 µg/L
- pour la somme des molécules, la concentration devra être inférieure à 0,5 µg/L

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Grandes cultures	PC_SEVT_SGN1	Engager au moins 70% de sa SAU afin de faire évoluer un système d'exploitation en grande culture vers un assolement plus diversifié et une réduction d'IFT niv. 1	96,19 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER
Grandes cultures	PC_SEVT_SGN2	Engager au moins 70% de sa SAU afin de faire évoluer un système d'exploitation en grande culture vers un assolement plus diversifié et une réduction d'IFT niv.2	169,88 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER
Polyculture élevage Dominante élevage	PC_SEVT_SPM1	Maintenir dans sa SAU une part minimale de surface en herbe (50%) 65 % . S'engager à ne pas dépasser un part maximale en maïs fourrage (35%) 22 % dans sa SFP. Respecter des réductions d'IFT et de concentrés	110,94 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER
Polyculture élevage Dominante élevage	PC_SEVT_SPE1	Faire évoluer sa SAU vers une part minimale de surface en herbe (65%). et S'engager à ne pas dépasser un part maximale en maïs fourrage(22%) en année 3. Respecter des réductions d'IFT et de concentrés	141,12 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER
Polyculture élevage Dominante céréales	PC_SEVT_SPE5	Faire évoluer sa SAU vers une part minimale de surface en herbe (35%) S'engager à ne pas dépasser un part maximale en maïs fourrage(22%) en année 3. Respecter des réductions d'IFT et de concentrés	112,93 €/ha 112,93	50 % AELB / 50 % FEADER
Grandes cultures	PC_SEVT_HE01	Créer des zones de régulation écologique entre les parcelles pour renforcer la biodiversité fonctionnelle	353,86 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER
Grandes cultures	PC_SEVT_HE02	Créer des couverts pérennes sur des zones à risque (périmètres de protection des captages)	88,56 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER

Grandes cultures	PC_SEVT_HE03	Créer et entretenir des couverts répondant aux exigences spécifiques du cortège d'oiseaux de plaine	510,00 €/ha	25 % MAAF / 75 % FEADER
Grandes cultures	PC_SEVT_HE04	Améliorer la localisation et la gestion des jachères pour assurer un maintien de la biodiversité	136,65 €/ha	25 % MAAF / 75 % FEADER
Grandes cultures	PC_SEVT_GC01	Réduire progressivement les IFT herbicides et hors herbicides sur les parcelles engagées	190,44 €/ha	50 % AELB / 50 % FEADER
Surfaces en herbe	PC_SEVT_HE05	Créer et entretenir mécaniquement le couvert selon certaines conditions (matériel, période...) pour favoriser le maintien / développement de la faune	311,42 €/ha	25 % MAAF / 75 % FEADER
Surfaces en herbe	PC_SEVT_HE06	Entretenir le couvert déjà en place sans apport de fertilisant et en respectant certaines conditions (matériel, période...) pour favoriser le maintien / développement de la faune	290,21 €/ha	25 % MAAF / 75 % FEADER
Haies	PC_SEVT_HA01	Entretenir des haies pour limiter le ruissellement, l'érosion et assurer le maintien de la biodiversité	0,54 €/ml	25 % MAAF / 75 % FEADER

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire BAC du SEVT et ZPS « Plaine d'Oiron-Thénezy.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice d'aide de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2015 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les documents ci-après et les adresser à la DDT avec votre dossier de déclaration de surface avant le 9 juin 2015. Attention, il n'y aura aucun délai supplémentaire et toute demande reçue après cette date sera irrecevable.

5.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC (nom et/ou code des MAEC surfaciques), vous devez dessiner, sur l'exemplaire du RPG que vous renverrez à la DDT, les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées. Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.



Le cas échéant, si une ou plusieurs mesures portant sur des éléments linéaires sont proposées sur le territoire (mesure construite sur l'une des opérations LINEA_01, 03, 05, 06 ou 08 ou SHP) :

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC (nom et/ou codes des mesures linéaires), vous devez également localiser les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément devra être numéroté. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

5.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.

Indiquer le numéro de l'îlot où se situera l'engagement MAEC	Numéro d'îlot	Numéro de parcelle

MAEC / AGROFORESTERIE			
MAEC 1 (4)	MAEC 2 (4)	MAEC 3 (4)	Agroforesterie (5)

Reporter le numéro de la parcelle renseignée sur le RPG correspondant exactement à l'élément engagé

Le code de la MAEC, pour chaque élément surfacique engagé dans une MAEC, est le code indiqué au paragraphe 3 de ce document pour chaque mesure proposée. Ce code est par ailleurs repris dans les fiches spécifiques à chacune de ces mesures.

ATTENTION : pour identifier les « surfaces cibles » de la mesure SHP, ce code est légèrement différent du code mesure. Se reporter à la notice d'aide ci-joint.

5.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires et ponctuels »

Le cas échéant si l'une des mesures du territoire comporte les Linea ou la SHP

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire ou ponctuel que vous souhaitez engager en MAEC et que vous avez localisé sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

5.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

- « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

5.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »

Le cas échéant, si pour une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire, le chargement ou les effectifs animaux interviennent. Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

5.6 Le formulaire « Déclaration de montée et de descente d'estive »

Le cas échéant, si l'une des mesures du territoire s'adresse aux entités collectives et que le chargement ou les effectifs animaux interviennent. Vous devez remplir le formulaire « déclaration de montée et de descente d'estive » pour renseigner l'ensemble des animaux herbivores pâurant sur les surfaces collectives dont vous assurez la gestion.

Ce formulaire est à renvoyer à la DDT au plus tard le 31 décembre 2015), afin que celle-ci soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux présents sur vos surfaces.